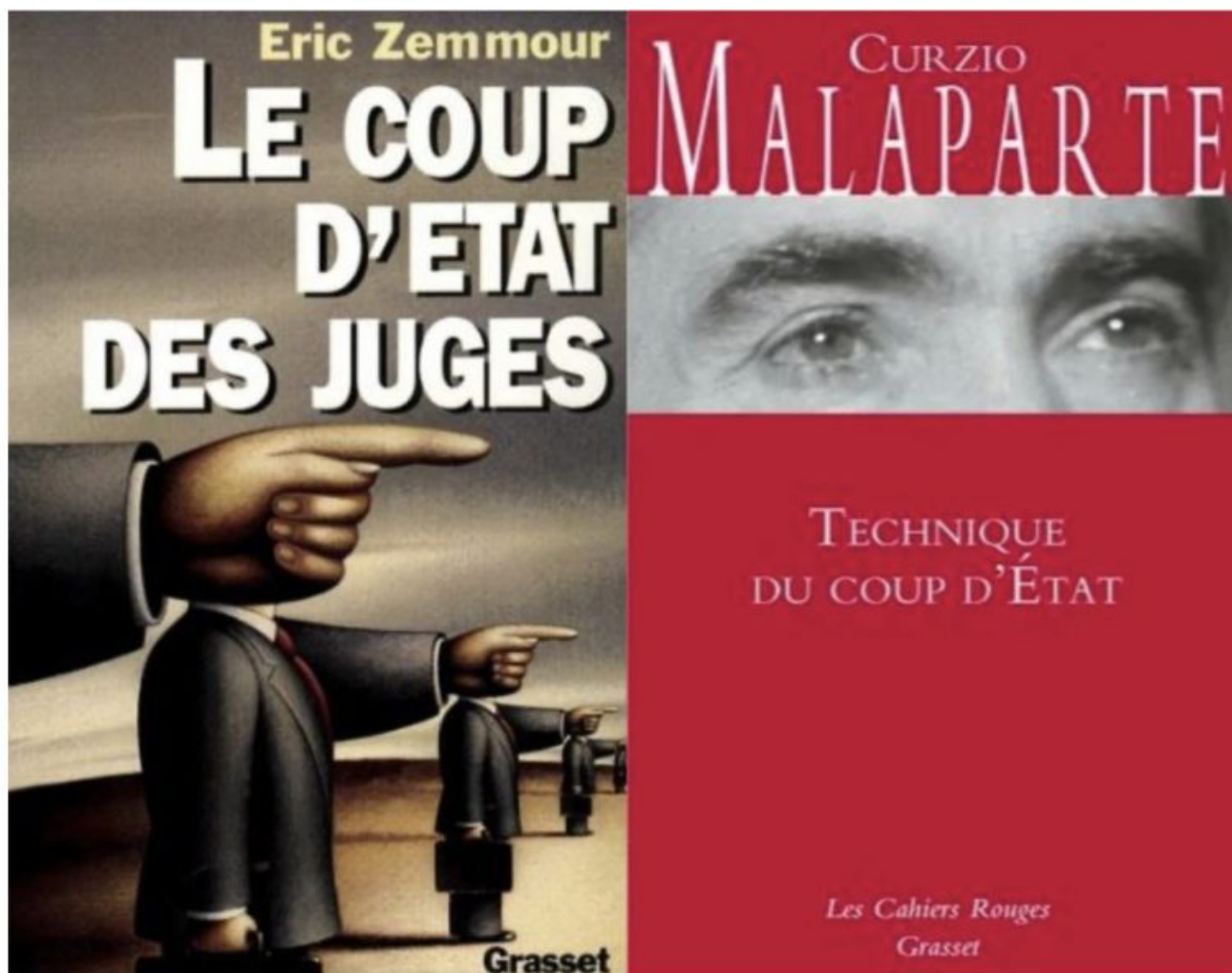
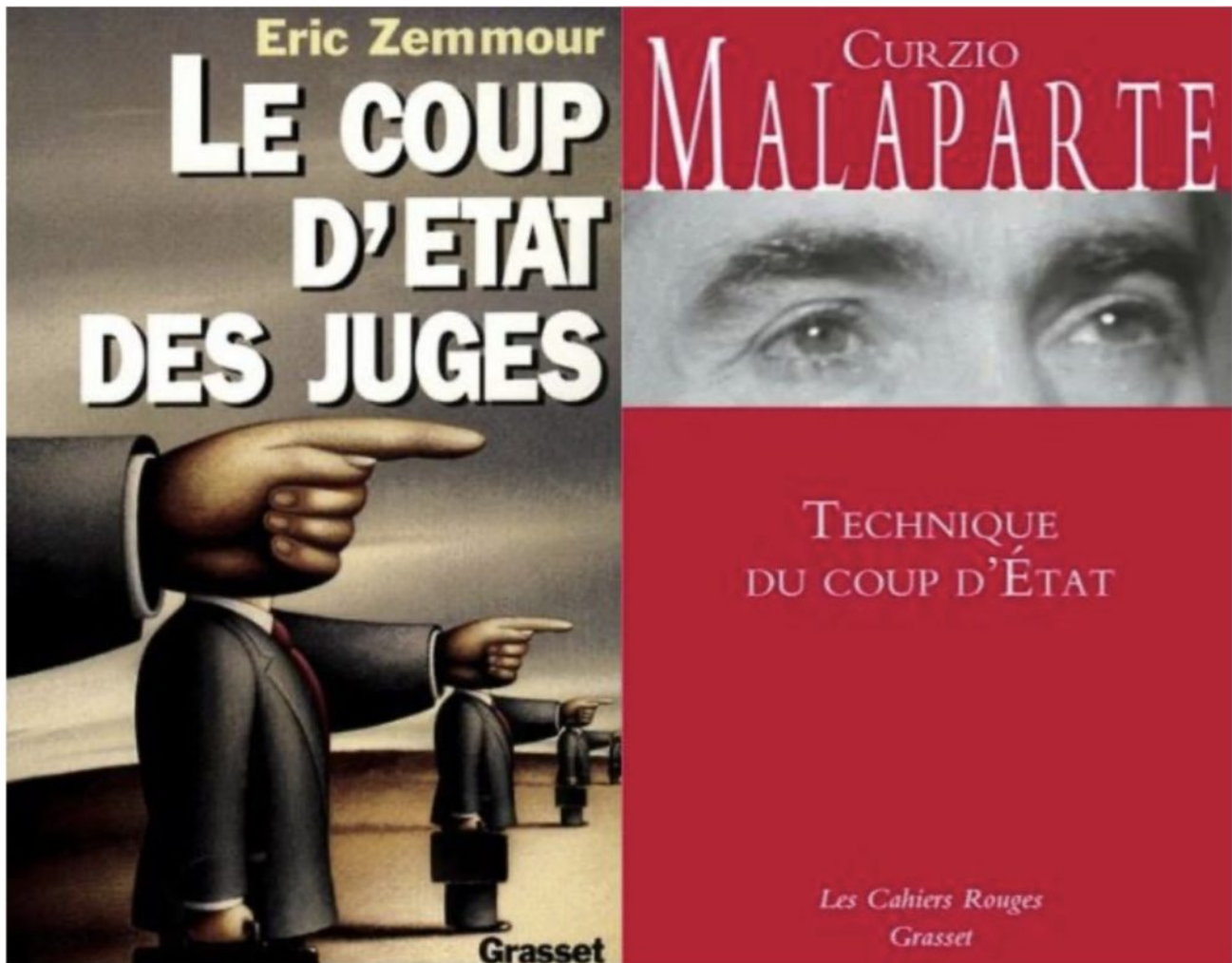


TCE, Fillon, C8, Législatives 2024, Marine : cinq coups d'État français en 20 ans !

écrit par Cyrano | 3 avril 2025





Les mondialistes ont compris qu'avec la démocratie, c'est-à-dire le libre choix du vote populaire, ils n'allaient plus être majoritaires. Ils ont compris, en 2005, avec le TCE, alors que tous les médias et les partis que nous qualifierons de mondialistes et d'europhobes, et d'UMP – Verts, PS, UDF, RPR – monopolisaient la parole sur les plateaux de télévision, ils n'étaient plus majoritaires. À gauche, avec Mélenchon et les communistes, et à droite avec le FN et de Villiers, sachant utiliser les réseaux sociaux qui apparaissaient, il y avait une puissance de frappe redoutable pour eux. Écrasés avec 55 % des voix hostiles au traité de Giscard, ils décidèrent donc de passer en force, et surent attendre la victoire de Sarkozy pour imposer, avec la complicité de Hollande, le traité de Lisbonne aux Français. **Premier coup d'État, électoral.**

En 2016, déjouant tous les pronostics, François Fillon devança Alain Juppé, que tout le monde, du moins celui des médias, avait déjà élu à l'Élysée. Dans la logique du ras-le-bol de la politique de François Hollande, qui se termina par un tel fiasco qu'il fut incapable de se représenter, la victoire d'un homme qui, le temps d'une campagne, avait réaffirmé des valeurs de droite, pris des positions fermes sur l'islam et ne cachait pas sa sympathie pour la Russie, pouvait provoquer un séisme au sein des grands équilibres de l'Union européenne. On connaît la suite, Le Canard Enchaîné fut missionné par l'Élysée pour flinguer Fillon en l'attaquant sur le rôle d'attaché parlementaire de sa femme Pénélope. Le Parquet National Financier reçut ensuite l'ordre, toujours de l'Élysée, d'inculper Fillon dans des délais qui battirent tous les records, et comme le candidat n'avait pas l'étoffe d'un Trump ou d'un Jean-Marie Le Pen, et qu'il passa son temps à s'excuser, il fut battu en 2017 par Macron, promu par l'ensemble de la caste médiatique.

Deuxième coup d'État, médiatico-judiciaire.

En 2024, l'offensive contre le groupe Bolloré était lancée par l'ensemble de la gauche, qui ne supportait pas que son hégémonie médiatique puisse être contestée avec succès par CNews d'abord, puis C8, Europe1 et le JDD. L'Arcom cribla donc le groupe, essentiellement C8 et son animateur vedette, Cyril Hanouna, qui avait eu le tort, entre autres, de mettre minable Louis Boyard sur un plateau, de l'insulter vertement et de le foutre dehors, le nouveau député, ancien salarié de Bolloré, étant venu à l'émission pour cracher son venin contre son ancien employeur. Les amendes de l'Arcom, sans la moindre possibilité de faire appel, continuèrent à pleuvoir sous n'importe quel prétexte, une commission d'enquête parlementaire demandée par les Insoumis continua le travail de sape et finalement l'Arcom, sans vergogne, décida de virer C8, pourtant son meilleur

client de la TNT, pour se débarrasser d'Hanouna.
Troisième coup d'État, médiatique.

En 2024 encore, à l'issue du premier tour des élections législatives, qui succèdent à la dissolution décidée par Emmanuel Macron, au soir des élections européennes, quelques semaines plus tôt, le choix des Français est clair. Dans la continuité des élections européennes et des sondages, le RN arrive largement en tête, et paraît parti pour avoir un nombre conséquent de députés, voire même peut-être la majorité. C'est alors que, rompant avec tous les principes qu'on dit républicains, les deux principaux perdants, les troupes de Macron et celles de Mélenchon, qui passaient leur temps à s'insulter et à se combattre sur les lois retraites (Borne) et sécurité (Darmanin), concoctèrent en deux minutes un accord de désistement réciproque et privèrent donc les douze millions de Français qui avaient voté RN d'une victoire qui leur paraissait due. Dans la foulée, ils poursuivirent leur alliance en privant le RN et ses alliés du nouveau parti d'Éric Ciotti de toute représentation à l'Assemblée nationale, se partageant le gâteau de leur forfaiture. **Quatrième coup d'État, électoral.**

En 2025, enfin, suite à dix années d'investigations judiciaires lancées par le gros teuton socialaud Martin Schultz contre le RN et ses attachés parlementaires, après un procès long de deux mois, après des réquisitoires partisans insupportables, la présidente du tribunal correctionnel de Paris, la désormais célèbre Bénédicte de Perthuis, décida donc, avec deux complices, et sans doute la sollicitation de Macron, d'empêcher la candidate que les Français paraissaient prêts à élire pour 2027 à la présidentielle, si on en croit tous les sondages. L'ampleur de la condamnation qui l'a frappée – 4 ans de prison, dont 2 ferme, 5 ans d'inéligibilité et

100.000 euros – ainsi que nombre de députés européens et d'attachés parlementaires, a stupéfait nombre de Français mais aussi de dirigeants mondiaux qui pensaient que ce genre de traitement n'existait plus que dans les républiques bananières et les dictatures communistes.

Dans ce contexte, le coup de colère de Jean-Philippe Tanguy a ébranlé le gouvernement, et obligé Darmanin, assez mal à l'aise, à annoncer que la Cour d'Appel statuera sur l'appel de Marine en juin prochain, ce qui change complètement la donne, même si cela rend compliqué les choses pour le camp patriote et le RN.

Il n'empêche que des juges ont osé expliquer que la candidature et la possible victoire de Marine Le Pen aux prochaines présidentielles constituerait un trouble à l'ordre public, pour justifier leur décision. **Cinquième coup d'État, judiciaire.**



On remarque qu'à chaque fois, ceux qui sont du côté des putschistes sont les partisans du Nouvel Ordre Mondial, qui veulent mettre à bas les Nations pour imposer un gouvernement planétaire des élites n'ayant aucun compte à rendre aux peuples. Et on remarque qu'à chaque fois, les victimes sont ceux qui, justement, par leur action ou leurs propos, défendent encore la logique du souverainisme, de l'Identité, de la Nation, de la Patrie et autres notions, qu'ils veulent éradiquer.

Chacun doit comprendre, en lisant cet énoncé – nous aurions pu trouver nombre d'autres exemples, moins significatifs – que quiconque respecte les règles fixées par l'ennemi ne pourra jamais gagner la guerre. Il

faudra donc mettre en avant en 2027 un programme révolutionnaire, comme a su le faire Donald Trump aux États-Unis, pour convaincre les électeurs que si on gagne, le grand nettoyage nécessaire aura lieu, sans faiblesse, à la Milei et sa tronçonneuse.

Cyrano

ripostelaique.com